

# L'avenir des CSIRTs en questions

Créés en 2021 dans chaque région, les Centres de réponse aux incidents ont vite trouvé leur place dans l'architecture de la cybersécurité. Mais leur rôle peut encore être défini, et leur financement pérennisé. **Débat.**

Pour faire face à la territorialisation croissante de la menace, douze CSIRTs régionaux (équipes d'intervention en cas d'incident de sécurité informatique ou, en anglais, Computer Security Incident Response Team) ont été déployés en 2021 dans le cadre du plan France Relance, et dotés d'une subvention de lancement de 20 M€, assurant leur fonctionnement pour les trois premières années. Ce développement n'est cependant pas uniforme sur le territoire, certaines régions l'utilisant avant tout comme un instrument d'animation et de prévention, tandis que d'autres le conçoivent comme un outil de triage d'incidents.

Comment leur travail s'articule-t-il avec les autres organismes en charge de la cybersécurité ? Et quel est leur avenir, y compris financier ? Pour répondre à ces questions, l'équipe d'InCyber a organisé le 18 janvier au Cyber Campus de La Défense, un petit-déjeuner animé par Régions Magazine, sur le thème « Les CSIRTs régionaux à la croisée des chemins : réflexion sur les missions et les modèles économiques ». Pour **Guillaume Chéreau**, directeur de Breizh Cyber, le CSIRT breton, « notre mission principale est bien d'aider et d'accompagner les victimes de cyberattaques. Mais nous ne sommes pas forcément tous sur un pied d'égalité, tout dépend aussi de la puissance de l'écosystème cyber régional. Le travail du CSIRT peut être aussi d'accompagner cet écosystème. Lequel, en ce qui nous concerne n'est pas uniquement situé sur Rennes, mais aussi sur Brest (maritime), Lannion (télécom), Vannes-Lorient...



Le débat était animé par Régions Magazine.

Le projet du Campus Cyber breton est d'ailleurs de fédérer tout cela, et le CSIRT y trouvera sa place ».

**Michel Benedittini**, consultant stratégique en cybersécurité, ancien directeur général adjoint de l'ANSSI, souligne « l'importance d'un relais territorial pour expliquer quelles sont les menaces, et quels sont les moyens pour y faire face. Mais leur rôle est aussi de faire remonter tous les défauts que les outils informatiques, les sites internet peuvent présenter, afin que chaque patron de PME puisse identifier des informations qui soient à sa portée. La

prévention des incidents doit garder une importance énorme ».

Selon **Chloé Chabanol**, cheffe de division à la sous-direction des opérations à l'ANSSI, « il faut que tout le monde en France puisse avoir accès à un CSIRT. L'objectif est d'aider ceux que l'on pourrait appeler les "grands oubliés de la cybersécurité". Que ceux qui n'ont pas les moyens de disposer d'une équipe en propre, les PME, les ETI, les petites collectivités, puissent s'adresser à une entité qui les accompagne, à travers un service qui soit gratuit et connu de tous. Il y a encore un gros défi de notoriété

pour ces CSIRTs en région, dont le travail s'articule avec le nôtre à l'ANSSI, via des synchronisations opérationnelles régulières qui nous permettent de faire le point avec chacun des CSIRTs régionaux. »

**Damien Hassko**, responsable du CSIRT chez Urgence Cyber Région Sud, rappelle que « notre action est menée sur deux axes : l'accompagnement dans l'urgence, et le travail de terrain sur la prévention et la sensibilisation. Il faut équiper les entreprises, leur faire prendre conscience de la manière de se préparer pour faire face à l'incident lorsqu'il survient. C'est le cœur de notre action au jour le jour. Nous participons également au projet de Campus Cyber de la Région Sud, même si nous garderons notre autonomie et nos locaux à Toulon ».

**Irène Weiss**, conseillère régionale et déléguée à la Cybersécurité de la région Grand Est, présente le travail du CSIRT comme celui « d'un médecin urgentiste adapté à la cybersécurité, dont le premier rôle est de créer une communication directe avec la partie infectée et de fournir rapidement les premières recommandations. Pour le clin d'œil, nous avons inauguré notre Centre d'appel le 14 février 2023, trois ans jour pour jour après la cyberattaque subie par la Région ! Irène Weiss ajoute : « Grand Est Cybersécurité veut réaliser l'accompagnement des victimes, du premier appel jusqu'au dépôt de plainte. Tout en conservant un côté humain, avec comme force première, une bonne connaissance du territoire et de ses acteurs. C'est d'ailleurs pour cela que nous avons choisi de structurer notre futur Campus Cyber sur différents sites en région, à Charleville-Mézières, à Mulhouse ou à Nancy notamment. En n'oubliant jamais qu'une entreprise sur deux met la clef sous la porte dans les six mois qui suivent une cyberattaque ». **Christophe Appietto**, responsable du CSIRT CyberCorsica, en cours de finalisation à Ajaccio (lire dans les pages suivantes) : « Pour nous, qui avons principalement des TPE et



Interventions d'Irène Weiss (Grand Est) et de Christophe Appietto (Corse).

des PME, il nous faut à la fois bien maîtriser notre tissu économique et ses attentes, mais aussi le tissu des offreurs de solutions cyber, même si nous n'en avons pour le moment que deux sur l'île. Et il est important que la démarche de l'ANSSI ait permis de créer un vrai réseau des CSIRTs régionaux, qui est une force en région et au niveau national, particulièrement pour nous qui souffrons un peu d'isolement. »

## LE FINANCEMENT : SUBVENTIONS OU CENTRES DE PROFIT ?

S'agissant du financement des CSIRTs, Chloé Chabanol rappelle qu'au-delà de la période de lancement, « l'État n'a pas prévu de suite, mais qu'il existe de nombreux financements au niveau européen, et l'ANSSI peut accompagner la recherche de ces financements ». Guillaume Chéreau rappelle que les conseils régionaux sont « des

machines à aller capter des fonds européens et à les redistribuer ensuite. Par ailleurs nous pouvons répondre à des appels à projets lancés par les EDIH (pôles européens d'innovation numérique) ».

« La Région Sud nous soutient fortement, mais pas à 100 %, complète Damien Hassko, nous travaillons donc sur un modèle économique qui nous permettra de nous faire vivre, via par exemple la fourniture de services payants ».

En revanche dans le Grand Est, Irène Weiss précise que « nous avons délibérément choisi de maintenir la gratuité de services d'assistance. Mais on trouverait pertinent qu'il y ait encore une contribution financière de l'État qui soit maintenue dans la durée, car nous remplissons une mission régaliennne de service public ». Et une mission qui n'est pas près de s'éteindre. //

**Philippe Martin**

## Les CSIRTs et les Jeux

La période des Jeux Olympiques risque de renforcer encore le rôle des CSIRTs. Pour Damien Hassko, « en Région Sud, où nous accueillons l'ensemble des épreuves nautiques, on s'y prépare activement, en lien avec la Gendarmerie qui sécurise les épreuves. On s'attend à beaucoup d'arnaques, de ventes de faux billets, on va évidemment renforcer notre veille ». Irène Weiss complète : « Dans le Grand Est, on accueille pas mal de délégations sur les sites sportifs de la Région, nous serons le relais de terrain de l'action de la Gendarmerie notamment ». Chloé Chabanol précise : « À l'ANSSI, on s'y prépare depuis un long moment maintenant, avec les autres ministères, les CSIRTs régionaux, à travers des exercices de prévention » (lire à ce sujet l'interview de **Gaëtan Poncelin de Raucourt** dans les pages suivantes). //